



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

protection

Question au Gouvernement n° 2460

Texte de la question

CONFÉRENCE DE PARIS SUR LE CLIMAT

M. le président. La parole est à M. François-Michel Lambert, pour le groupe écologiste.

M. François-Michel Lambert. Au nom de mon groupe, je souhaite réaffirmer notre soutien au Gouvernement dans cette union nationale pour la défense de nos valeurs et notre fierté d'être les représentants de ce peuple qui s'est levé ce dimanche.

Monsieur le ministre des affaires étrangères, dimanche dernier, près de cinquante chefs d'État et de gouvernement ont participé au rassemblement parisien en hommage aux victimes du terrorisme. De toutes les régions de notre planète, le même message de solidarité nous est parvenu. Ces témoignages sont la marque de l'attachement de la communauté internationale à la France, à son message et à son rôle dans le concert des nations.

La France, par son histoire et sa culture, a des responsabilités particulières à assumer, la responsabilité de parler et d'agir sur l'essentiel, sur ce qui permet aux femmes et aux hommes de se comprendre, de coopérer et de vivre en paix : c'est faire vivre et promouvoir la démocratie et l'État de droit ; c'est lutter pour la liberté partout, porter l'exigence de l'égalité, affirmer inlassablement, ici et dans le monde, la fraternité.

En cette année, la France a une responsabilité toute particulière, celle de réunir l'indispensable accord des pays du monde pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique. Cette question est essentielle, cet enjeu est vital pour notre planète et ses habitants. Nous avons la conviction que rien ne sera possible, rien ne sera durable, sans une mobilisation citoyenne qui accompagne, qui porte, et parfois qui pousse et contraint, les États et leurs représentants.

Ce 11 janvier, de la plus belle des manières, la France a démontré aux yeux du monde son unité et sa volonté d'avancer ensemble vers un avenir commun et meilleur. À partir de cette union nationale, comment les citoyens peuvent-ils participer, se mobiliser et aider la France à faire que la Conférence de Paris sur le climat soit un succès ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe écologiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international. Monsieur le député, il s'agit bien sûr de deux sujets différents mais, dans les deux cas, on attend de la France qu'elle engage une action universelle. C'est probablement ce qui vous a conduit à les rapprocher.

S'agissant de la Conférence de Paris, nous aurons pour tâche en décembre prochain à la fois de l'accueillir et

de la présider – j'aurai moi-même cet honneur. À Lima, un certain nombre d'actions ont été décidées, mais elles ne font que donner le substrat. Il faudra avancer sur beaucoup de sujets très compliqués : quelle sera la valeur juridique de l'accord contraignant que nous devons conclure ? Quelle sera la valeur des engagements de chaque pays ? Comment résoudre la question des financements, sans quoi rien n'est possible ? Comment résoudre la question des technologies ? Sur chacun de ces points, nous allons travailler, travailler, travailler avec tous les pays du monde et réunir ce que nous appelons « l'agenda des solutions » : ce ne sont pas simplement les gouvernements qui doivent agir, mais aussi les collectivités publiques, les entreprises et la société civile.

Nous aurons besoin de vous, mesdames et messieurs les parlementaires, car la présence d'un certain nombre d'entre vous à Lima a bien montré ce que peut faire la diplomatie parlementaire. Je n'hésiterai pas à vous solliciter pour que vous fassiez passer ces idées en matière de climat à travers tous les pays avec lesquels nous avons des groupes d'amitié.

Monsieur le député, nous allons donc faire le maximum, sous l'impulsion du Président de la République, pour aller en ce sens. Il y aura à la fois les positions spécifiques de la France au sein de l'Europe, que défendra Mme Ségolène Royal, et la présidence de la Conférence des parties 21, la COP 21. Croyez bien que nous avons conscience qu'il s'agit du plus vaste enjeu diplomatique qu'il soit donné à la France d'accueillir.
(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.)

Données clés

Auteur : [M. François-Michel Lambert](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (10^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2460

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 janvier 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [15 janvier 2015](#)